

Accord collectif régional

**PROTECTION SOCIALE COMPLÉMENTAIRE PRÉVOYANCE
DES SALARIÉS NON CADRES DES EXPLOITATIONS HORTICOLES
(HAUTE-NORMANDIE)**

ACCORD DU 1^{ER} OCTOBRE 2009

RELATIF À LA PRÉVOYANCE

NOR : *AGRS1097053M*

Entre :

La fédération nationale des producteurs horticulteurs et pépinières de Haute-Normandie,

D'une part, et

L'union régionale des syndicats agroalimentaires CFDT de Haute-Normandie ;

L'union régionale des syndicats CFTC-Agri de Haute-Normandie ;

L'union départementale des syndicats FO de Seine-Maritime ;

L'union départementale des syndicats FO de l'Eure ;

Le syndicat national des cadres d'entreprises agricoles, fédération de l'agroalimentaire (SNECA) CFE-CGC,

D'autre part,

il a été convenu ce qui suit :

PRÉAMBULE

Le présent accord est un accord autonome de la convention collective du 2 octobre 1967 concernant les exploitations horticoles de Haute-Normandie.

Cet accord a pour objectif de faire bénéficier les salariés compris dans le champ d'application du présent accord d'une couverture prévoyance supérieure à l'accord national en date du 10 juin 2008 sur une protection sociale complémentaire.

Article 1^{er}

Champ d'application

Le présent accord est applicable à l'ensemble des salariés non cadres et employeurs des exploitations et entreprises horticoles de Haute-Normandie.

Le présent accord régit tous les travaux salariés des entreprises et exploitations horticoles, effectués dans des exploitations ou entreprises dont le siège, représenté par les bâtiments d'exploitation principaux, est situé sur le territoire haut-normand, même si les terrains de cultures s'étendent sur un département limitrophe.

Article 2

Entrée en vigueur

Le présent accord est conclu pour une durée indéterminée. Il entrera en vigueur pour l'ensemble des employeurs et salariés compris dans son champ d'application à compter du 1^{er} janvier 2010 si son arrêté d'extension est publié avant cette date. Dans le cas contraire, il entrera en vigueur à compter du premier jour du trimestre civil suivant la publication de son arrêté d'extension.

En tout état de cause, le présent accord s'imposera à compter du 1^{er} janvier 2010 aux employeurs et salariés ressortissant à des entreprises adhérentes aux organisations signataires.

Le présent accord pourra, préalablement à son extension, être appliqué de manière volontaire par l'ensemble des employeurs et salariés ressortissant à des entreprises non adhérentes aux organisations signataires.

Les partenaires sociaux se réservent le droit de renégocier le contenu du présent accord si les circonstances en démontrent l'utilité.

Le régime établi par le présent accord ne se cumule pas avec tout autre régime ayant le même objet.

Article 3

Gestion du régime de prévoyance

Pour assurer la gestion du régime de prévoyance défini dans le présent accord et la mutualisation entre les salariés et les employeurs, les organisations signataires conviennent de désigner Agri-Prévoyance, institution de prévoyance régie par le code rural, dont le siège est fixé au 21, rue de la Bienfaisance, 75008 Paris, membre du groupe AGRICA.

Les modalités et conditions de gestion s'effectuent selon les dispositions fixées dans la convention conclue entre l'organisme assureur et les partenaires sociaux signataires.

Article 4

Salariés bénéficiaires

Les dispositions du présent accord s'appliquent aux salariés non cadres, aux conditions d'ancienneté prévues pour chacune des garanties du présent accord et relevant du champ d'application du présent accord, à l'exclusion :

- des cadres ressortissant à la convention collective du 2 avril 1952 et relevant de la caisse de retraite complémentaire cadre en application des décisions de l'AGIRC et bénéficiant à ce titre du régime de prévoyance défini dans la convention précitée ;
- des VRP ressortissant à d'autres dispositions conventionnelles obligatoires ;

- des salariés non cadres définis ci-dessus ressortissant à un accord collectif d'entreprise dans les conditions fixées à l'article 10 du présent accord.

Article 5

Garantie incapacité temporaire

Les salariés ouvrent droit à la présente garantie :

- sans ancienneté en cas d'accident du travail, de trajet ou maladie professionnelle ;
- avec une ancienneté de 2 mois dans l'entreprise ou 6 mois dans la branche en cas d'accident ou maladie de la vie privée (sur une période de 12 mois).

En cas d'absence au travail justifiée par l'incapacité temporaire de travail résultant de la maladie ou d'accident, dûment constatée par certificat médical, les salariés tels que définis à l'article 4 du présent accord, à condition :

- d'avoir justifié dans les 48 heures de cette incapacité ;
- d'être pris en charge par les assurances sociales agricoles (droits à indemnité journalière de base) ;
- d'être soigné sur le territoire français ou dans l'un des autres États membres de l'Union européenne ou dans l'un des autres États ressortissant de l'Espace économique européen,

bénéficient d'une indemnisation complémentaire aux indemnités journalières versées par la caisse de mutualité sociale agricole, de sorte que l'indemnisation globale brute (indemnités journalières versées par la MSA plus les indemnités journalières complémentaires) soit égale à 80 % du salaire retenu pour le calcul des indemnités journalières légales, tant que dure le versement de ces indemnités, et ce jusqu'à 1 095 jours le cas échéant.

Les indemnités journalières complémentaires sont versées :

- à compter du 8^e jour d'arrêt de travail en cas de maladie ou d'accident de la vie privée ;
- à compter du 1^{er} jour d'arrêt de travail en cas d'accident du travail, de trajet ou de maladie professionnelle.

Les indemnités journalières dues au titre du présent accord cumulées avec d'autres indemnités ou prestations de même nature ne doivent pas conduire à verser à l'intéressé un montant supérieur à la rémunération nette qu'il aurait effectivement perçue s'il avait continué à travailler.

Le salaire brut de référence pris en compte lors du calcul des indemnités journalières complémentaires correspond à celui retenu pour le calcul des indemnités journalières légales, à savoir les 3 derniers mois pour les arrêts d'origine privée et le dernier mois pour les arrêts d'origine professionnelle.

Article 6

Assurances des charges sociales patronales

Les indemnités journalières sont servies nettes de cotisations salariales, CSG et CRDS.

La part patronale des charges sociales dues sur les indemnités journalières complémentaires est payée à la caisse de la mutualité sociale agricole par l'organisme assureur désigné et financée par la cotisation assurance des charges sociales patronales, à la charge exclusive des employeurs.

Article 7

Garantie incapacité permanente toutes origines

Les salariés ouvrent droit à la présente garantie :

- sans ancienneté en cas d'accident du travail, de trajet ou maladie professionnelle ;
- avec une ancienneté de 2 mois dans l'entreprise ou 6 mois dans la branche en cas d'accident ou maladie de la vie privée (sur une période de 12 mois).

En cas d'incapacité permanente de travail quelle qu'en soit l'origine, correspondant à un taux d'incapacité permanente égal ou supérieur à 66,66 %, ou en cas d'incapacité permanente entraînant le versement d'une pension d'invalidité de catégories 1, 2 ou 3, Agri-Prévoyance verse au salarié une pension mensuelle complémentaire égale à 80 % de son salaire brut (pension du régime de base comprise), et ce jusqu'à son départ à la retraite.

La pension ne peut pas se cumuler avec les indemnités journalières que le salarié percevait avant la décision de la MSA au titre de l'incapacité temporaire prévue dans le présent accord.

En tout état de cause, le total des prestations perçues au titre des régimes de base et du présent régime de prévoyance ne peut excéder le salaire net perçu par le salarié en activité.

Le versement de la pension débute dès le versement de la pension d'invalidité par la mutualité sociale agricole et prend fin à la date de liquidation de la pension de vieillesse à taux plein du bénéficiaire.

Cette pension est maintenue à l'intéressé aussi longtemps qu'il perçoit une pension de la mutualité sociale agricole et est suspendue si la mutualité sociale agricole suspend le versement de sa propre pension.

Article 8

Garantie décès

Tous les salariés visés à l'article 4 du présent accord bénéficient de cette garantie sans condition d'ancienneté, à l'exception des prestations rente d'éducation où le salarié doit justifier préalablement d'une affiliation de 12 mois à la garantie décès.

Cette couverture décès comprend 3 prestations :

- un capital décès ;
- une rente annuelle d'éducation ;
- une indemnité frais d'obsèques.

a) Le capital décès

En cas de décès du salarié, quelle qu'en soit l'origine, un capital décès d'un montant égal à 100 % de son salaire annuel brut, majoré de 25 % par enfant à charge et de 50 % pour le conjoint, est versé par Agri-Prévoyance à la demande du ou des bénéficiaires. Le montant minimum du capital est fixé à 8 000 €.

Le capital est versé en priorité au conjoint survivant non séparé de corps à moins que le salarié ait fixé et notifié à Agri-Prévoyance une répartition entre son conjoint et ses descendants, cette répartition ne pouvant réduire la part du conjoint à moins de 50 % du capital.

En l'absence de conjoint survivant non séparé de corps ou de concubin justifiant d'au moins 2 ans de vie commune, le capital est versé aux descendants.

En l'absence de ces bénéficiaires prioritaires, le capital est attribué dans l'ordre de préférence suivant :

- aux bénéficiaires désignés par le participant ;
- aux héritiers du participant.

Le cocontractant d'un Pacs est assimilé au conjoint non séparé de corps.

Définition d'un enfant

Est considéré comme enfant :

- l'enfant du salarié (légitime, adopté ou reconnu, né ou à naître) ;
- l'enfant recueilli par le salarié et pour lequel la qualité de tuteur lui a été reconnue ;
- l'enfant qui a été élevé par le salarié pendant 9 ans au moins avant son 16^e anniversaire ;
- l'enfant dont la qualité d'ayant droit du salarié a été reconnue par le régime de base.

Est considéré à charge :

- l'enfant âgé de moins de 18 ans, quelle que soit sa situation ;
- l'enfant jusqu'à son 26^e anniversaire, et sous condition soit :
 - de poursuivre des études dans un établissement d'enseignement secondaire, supérieur ou professionnel ;
 - d'être en apprentissage ;
 - de poursuivre une formation professionnelle en alternance, dans le cadre d'un contrat d'aide à l'insertion professionnelle des jeunes associant, d'une, part des enseignements généraux professionnels et technologiques dispensés pendant le temps de travail, dans des organismes publics ou privés de formation et, d'autre part, l'acquisition d'un savoir-faire par l'exercice en entreprise d'une ou de plusieurs activités professionnelles en relation avec les enseignements reçus ;
- d'être, préalablement à l'exercice d'un premier emploi rémunéré, inscrit à Pôle emploi comme demandeur d'emploi, ou stagiaire de la formation professionnelle ;
- d'être employé dans un centre d'aide par le travail ou dans un atelier protégé en tant que travailleur handicapé ;
- l'enfant invalide jusqu'à son 26^e anniversaire, en cas d'invalidité équivalente à l'invalidité de 2^e ou 3^e catégorie de la sécurité sociale justifiée par un avis médical ou tant qu'il bénéficie de l'allocation d'adulte handicapé et tant qu'il est titulaire de la carte d'invalidité civil.

En tout état de cause, les enfants répondant aux définitions et conditions ci-dessus doivent obligatoirement être également à la charge du bénéficiaire.

Le salaire brut pris en compte est celui des 4 derniers trimestres civils précédant le décès.

En cas d'invalidité absolue et définitive du salarié, ou d'incapacité permanente consécutive à un accident du travail ou à une maladie professionnelle au taux de 66,66 % constatée par le régime de base de la mutualité

sociale agricole (3^e catégorie) lui interdisant toute activité rémunérée et l'obligeant à être assisté d'une tierce personne pour les actes de la vie courante, le capital décès peut lui être versé, sur sa demande, de façon anticipée en 24 mensualités. Le paiement anticipé du capital décès met fin à la prestation capital décès.

La garantie décès couvre tous les risques décès, à l'exclusion de ceux résultant :

- de la guerre civile ou étrangère ;
- du fait volontaire du bénéficiaire, le suicide étant toutefois pris en charge.

b) La rente annuelle d'éducation

En cas de décès, quelle qu'en soit l'origine, d'un salarié tel que défini à l'article 4 du présent accord, chaque enfant à charge au moment du décès, perçoit une rente annuelle d'éducation égale à :

- 4 % du plafond annuel de la sécurité sociale pour un enfant de 0 à 10 ans ;
- 8 % du plafond annuel de la sécurité sociale pour un enfant de 11 à 17 ans ;
- 11 % du plafond annuel de la sécurité sociale pour un enfant de 18 à 26 ans (si poursuite d'études).

c) L'indemnité frais d'obsèques

En cas de décès du salarié, une indemnité frais d'obsèques est versée, d'un montant égal à 100 % du plafond mensuel de la sécurité sociale en vigueur à la date du décès.

Article 9

Dispositions communes

aux prestations visées aux paragraphes ci-dessus

Les salariés sous contrat de travail à la date d'effet du présent accord et répondant aux conditions d'ouverture du droit seront pris en charge et indemnisés dans les conditions indiquées dans lesdits paragraphes.

En application de la loi n° 89-1009 du 31 décembre 1989, de la loi n° 94-678 du 8 août 1994 et de la loi n° 2001-624 du 17 juillet 2001, les salariés des entreprises ayant régularisé leur adhésion auprès des organismes assureurs sont garantis à la date d'effet du présent accord pour les prestations suivantes :

- les revalorisations futures portant sur les indemnités journalières, rentes incapacité permanente d'origine professionnelles et non professionnelles, selon les modalités prévues avec l'organisme désigné à l'article 3 ;
- le bénéfice des garanties décès est versé par l'ancien organisme assureur, lorsque le contrat de travail n'est pas rompu à la date d'adhésion, pour les bénéficiaires d'indemnités journalières d'incapacité temporaire ou de rentes d'incapacité permanente d'origine professionnelle et non professionnelle ou d'invalidité.

Toutefois, le bénéfice des garanties décès sera versé par le nouvel organisme assureur désigné à l'article 3 si :

- d'une part, les entreprises concernées communiquent un état détaillé de ces bénéficiaires, dans le trimestre civil suivant la date d'adhésion ;

- d'autre part, si le précédent organisme assureur transmet les provisions effectivement constituées à la date de la résiliation de son contrat, en application de l'article 30 de la loi n° 89-1009 du 31 décembre 1989 modifiée.

Article 10

Adhésion et antériorité

Tout employeur ayant une activité définie à l'article 1^{er} du présent accord est tenu d'adhérer, pour l'ensemble des salariés visés à l'article 4 du présent accord, à Agri-Prévoyance en application des modalités fixées entre les partenaires sociaux et l'organisme désigné, dans la convention de gestion.

Toutefois, les entreprises disposant déjà d'un régime de prévoyance au jour de la signature du présent accord, comprenant l'ensemble des garanties définies par le présent accord pour un niveau de prestation supérieur, peuvent ne pas remettre en cause leurs propres garanties et ne pas rejoindre l'organisme désigné dans le présent accord.

En revanche, les entreprises ayant mis en place, préalablement à la signature du présent accord, un régime de prévoyance d'un niveau égal ou inférieur aux garanties définies par le présent accord doivent le résilier de manière à rejoindre le régime conventionnel ainsi défini, à compter de la date de son entrée en vigueur.

Article 11

Cotisations

Article 11.1

Assiette

Les cotisations sont appelées pour tous les salariés, sans condition d'ancienneté, définis à l'article 4 du présent accord sur la base des rémunérations brutes limitées à 4 fois le montant du plafond annuel de la sécurité sociale (tranches A et B), servant au calcul de l'assiette des cotisations d'assurances sociales.

Article 11.2

Taux de cotisations et répartition

Pour tous les employeurs et les salariés, le taux global des cotisations, comprenant l'assurance des charges sociales patronales, destiné au financement des garanties définies au présent accord, est de 1,68 % des rémunérations brutes versées.

Ce taux global est réparti à hauteur de 0,91 % à la charge des employeurs et 0,77 % à la charge des salariés.

Les taux de cotisation ainsi définis sont garantis pour une durée de 3 ans, à compter de l'entrée en vigueur du présent accord.

La répartition des cotisations par garantie et la répartition des cotisations entre les employeurs et les salariés pour chacune des garanties sont les suivantes.

| GARANTIES | EMPLOYEUR | SALARIÉ | ENSEMBLE |
|--|-----------|---------|------------------|
| Décès | 0,22 % | 0,20 % | 0,42 % |
| Incapacité temporaire de travail : - maintien de salaire (*) - relais maintien de salaire | 0,29 % | 0,47 % | 0,29 % 0,47 % |
| Assurance charges sociales patronales | 0,10 % | | |
| Incapacité permanente toutes origines | 0,30 % | 0,10 % | 0,40 % |
| Total | 0,91 % | 0,77 % | 1,68 % |
| (*) Garantie légale résultant de l'application des articles L. 1226-1 et D. 1226-1 du code du travail, à la charge exclusive des employeurs. | | | |

Article 11.3

Collecte

Les cotisations sont collectées par la MSA pour le compte d'Agri-Prévoyance selon les modalités définies entre Agri-Prévoyance et la MSA.

Article 11.4

Suspension du contrat de travail

En cas de suspension du contrat de travail ne donnant pas lieu au paiement d'un salaire par l'employeur et intervenant après la date d'affiliation au régime et pour une autre cause que l'arrêt de travail pour maladie ou accident, les garanties prévues en cas de décès peuvent continuer à être accordées, sous réserve que l'intéressé en fasse la demande auprès d'Agri-Prévoyance et qu'il règle la totalité de la cotisation correspondante.

En cas d'arrêt de travail pour maladie ou accident ne donnant pas lieu à complément de salaire par l'employeur et intervenant après la date d'affiliation au régime, les garanties prévues en cas de décès et d'incapacité permanente toutes origines sont maintenues sans versement de cotisation.

En cas de suspension du contrat de travail d'une durée supérieure à 1 mois civil donnant lieu à complément de salaire par l'employeur, le bénéfice des garanties décès et incapacité permanente toutes origines est maintenu avec versement des cotisations correspondantes. Toutefois, en cas d'incapacité temporaire pour maladie ou accident (toutes origines), les garanties sont maintenues sans versement de cotisation.

Article 12

Clause de réexamen

Conformément aux articles L. 912-1 et L. 912-2 du code de la sécurité sociale, le régime de prévoyance mis en œuvre par le présent accord fera l'objet d'une révision, dans un délai qui ne pourra excéder 5 ans à compter de la date d'entrée en vigueur du présent accord, pour permettre aux parte-

naires sociaux signataires d'en réexaminer, au vu des résultats techniques et financiers enregistrés pendant la période écoulée, les conditions tant en matière de garantie que de financement et de choix de l'organisme assureur.

En cas de dénonciation du présent accord par l'une ou l'autre des parties, l'organisme assureur concerné maintiendra les prestations en cours de service à la date d'effet de la dénonciation à leur niveau atteint à cette date, dans l'hypothèse où les partenaires sociaux ne procéderaient pas à la désignation d'un nouvel organisme assureur.

En cas de fin d'application d'une garantie suite à la révision du présent accord, l'organisme assureur concerné maintiendra les prestations en cours de service à la date d'effet de la dénonciation à leur niveau atteint à cette date, dans l'hypothèse où les partenaires sociaux ne procéderaient pas à la désignation d'un nouvel organisme assureur.

En cas de changement d'organisme assureur, l'organisme concerné transfèrera au nouvel assureur les provisions mathématiques correspondant aux prestations en cours de service à la date de la résiliation.

Ainsi, le nouvel assureur procédera au versement desdites prestations jusqu'à leur terme. Les partenaires sociaux, en application de l'article L. 912-3 du code de la sécurité sociale, organiseront les modalités de la poursuite des revalorisations avec le nouvel organisme assureur et tout autre organisme pouvant assurer ce type de prestation.

Article 13

Accord de gestion spécifique et suivi du régime

Les modalités de mise en œuvre pratique des garanties prévues par l'accord font l'objet d'un protocole de gestion séparé qui définit, entre l'organisme assureur désigné et les partenaires sociaux, notamment :

- la constitution d'une commission paritaire de suivi ;
- les réunions et le rôle de la commission paritaire de suivi ;
- la réalisation d'un bilan annuel sur les cotisations perçues, les frais de gestion, les prestations versées, les revalorisations instituées, les provisions constituées ;
- la transmission de données statistiques sur les entreprises et les salariés couverts.

Les organisations professionnelles signataires se réuniront (1) par ailleurs au moins une fois par an et, en cas de besoin, avec les représentants de l'organisme désigné, afin notamment :

- de faire le point des entreprises et salariés relevant du présent accord ;
- de dresser un bilan de l'application de l'accord, des évolutions et résultats globaux du régime prévoyance mis en place par l'accord ;
- d'examiner les avis relatifs à l'évolution du régime ;
- de vérifier que les objectifs professionnels et de mutualisation sont réalisés dans les meilleures conditions ;
- de consolider les différentes données statistiques sur les entreprises et les salariés.

(1) Dans le cadre d'un groupe paritaire composé des membres signataires représentant les employeurs et les salariés.

Article 14

Dénonciation

L'accord est conclu pour une durée indéterminée. Il peut être dénoncé par l'une ou l'autre des parties.

Le présent accord pourra être dénoncé en respectant un préavis de 3 mois selon les dispositions de l'article L. 2261-9 du code du travail et, sauf conclusion d'un nouvel accord, il cessera de produire ses effets après le délai de 1 an à compter de l'expiration du délai de préavis.

Article 15

Dépôt et extension

Le présent accord sera établi en nombre suffisant pour être déposé selon les formalités prévues à l'article L. 2231-6 du code du travail.

Les parties signataires ont convenu de demander, sans délai, l'extension du présent accord.

Fait à Bois-Guillaume, le 1^{er} octobre 2009.

(Suivent les signatures.)